

## **Le nouveau modèle tunisien de gouvernance**

Tom Malinowski, secrétaire d'État adjoint  
Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail  
Tunis (Tunisie)  
Le 2 septembre 2015

Je vous remercie de cet accueil chaleureux. Je suis ravi d'être en Tunisie, et surtout ici à la Mediterranean School of Business.

Ces trois derniers jours, j'ai rencontré le Premier ministre Habib Essid et d'autres membres du gouvernement et du parlement pour discuter des réformes en Tunisie et des graves difficultés que connaît ce pays sur le plan de l'économie et de la sécurité. Par ailleurs, des dirigeants de la société civile m'ont parlé des complexités de leur travail – que ce soit pour fournir des services nécessaires aux communautés, nouer des liens entre les citoyens et leurs représentants élus ou plaider en faveur de réformes qui protégeront les jeunes de la radicalisation et les encourageront à participer à la vie civique.

Ce que j'ai vu, c'est qu'en dépit de toutes ses difficultés, la Tunisie est promise au succès de nombreuses façons. L'histoire de ce pays et son expérience vis-à-vis d'une société civile libre, autrefois reconnue comme la plus dynamique de la région, son rôle historique à l'avant-garde de la promotion des droits de la femme dans la région, son importante classe moyenne et son engagement envers la politique démocratique et l'expansion des opportunités économiques pour ses citoyens – tout ceci place la Tunisie sur le chemin prometteur de la consolidation du processus démocratique.

D'aucuns diront que tout ce que la Tunisie a réalisé depuis 2011 est l'accomplissement naturel des promesses de sa révolution. Lorsque Ben Ali a fui le pays en janvier de cette année, et que les demandes du respect de la dignité inspirées par un vendeur de fruits de Sidi Bouzid ont retenti à travers le Moyen-Orient, peu d'entre nous pensaient que la route vers la démocratie et la bonne gouvernance dans cette région serait aisée ; mais la plupart d'entre nous espéraient bien qu'il n'y aurait pas de retour en arrière. Il n'y avait certainement rien de naturel dans la tyrannie et la stagnation qui ont précédé le réveil arabe. Ce n'est pas naturel pour des êtres humains, ici ou ailleurs, de s'entendre dire qu'ils ne peuvent pas penser ou dire ce qu'ils croient, ou d'accepter de ne pas avoir leur mot à dire dans les décisions qui touchent leur vie. Je pense que la plupart des gens savaient que les

fondations de la région « s'enfon[çaient] dans le sable », comme l'a dit l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton en 2010 ; lorsque s'est présentée la possibilité de voir des gouvernements qui rendraient davantage compte de leurs actes, nous espérons qu'ils seraient fondés sur des bases plus solides.

Mes propres espoirs ont atteint leur summum en avril 2011, quand j'ai fait route dans l'est de la Libye depuis l'Égypte au moment où commençait l'insurrection contre Kadhafi. Je me suis arrêté dans la ville portuaire de Derna, où les murs étaient couverts de quelque chose que je n'avais jamais vu auparavant – les graffitis de la modération révolutionnaire.

« L'extrémisme est rejeté », disait un slogan. « Nous voulons un pays d'institutions », disait un autre. Aucun de ceux que j'ai rencontrés à Derna, à Benghazi, à Tobrouk, ou plus tard au cours de cette même année pendant un voyage à Tripoli, ne voulait remplacer la tyrannie par le terrorisme – et cela inclut un grand nombre des gens que j'ai rencontrés et qui croyaient en une forme extrêmement conservatrice de l'islam politique. Ils considéraient Kadhafi et Al-Qaïda comme les deux faces d'une même pièce totalitaire et voulaient se débarrasser de tous ceux qui chercheraient à leur imposer une idéologie rigide. Ils voulaient un gouvernement qui offrirait opportunités et prospérité, écouterait leurs griefs, ferait appliquer les lois et les respecterait lui-même, et les laisserait sinon tranquillement chercher à atteindre leurs objectifs. Cet espoir était le leur et je crois qu'il était partagé par la plupart des jeunes qui se sont soulevés de Tunis à Benghazi et du Caire à Manama, en passant par Alep en 2011.

Quatre ans plus tard, dans la plus grande partie de cette région, cet espoir n'est toujours pas réalisé. En Égypte, un grand nombre des jeunes dirigeants qui s'étaient rassemblés sur la place Tahrir en 2011 sont maintenant en prison pour avoir violé une loi qui, de fait, interdit les rassemblements pacifiques, et des insurgés extrémistes continuent de lancer des attaques terroristes contre les forces de défense et de sécurité dans le Sinaï. En Syrie, Assad a réagi aux protestations pacifiques avec des tirs d'artillerie et des frappes aériennes, ouvrant ainsi une voie d'accès à l'extrémisme bordée de piles de cadavres. De cette effervescence est né un nouveau groupe terroriste qui regarde les meurtres de masse et l'esclavage sexuel comme des exploits dont il se vante sur les médias sociaux. Au Yémen, un dictateur qui avait cédé exploite désormais le sectarisme et les rivalités régionales pour chercher à reprendre le pouvoir, offrant ainsi une marge de manœuvre encore plus importante à Al-Qaïda et aggravant les souffrances de son peuple. Et Derna, cette ville libyenne que j'avais visitée en 2011, a été prise

l'an dernier par un petit groupe d'extrémistes qui se sont immédiatement mis à tuer avocats, juges, fonctionnaires, défenseurs des droits de l'homme – tous ceux qui veulent défendre l'état de droit contre la loi des armes.

Quatre ans représentent très peu de temps. Il est bien trop tôt pour savoir ce que produira le réveil arabe, si nous assistons à une période de transition inéluctablement douloureuse qui mènera à un ordre plus stable, juste et démocratique ou à un anéantissement complet de l'ordre. Mais les enjeux sont certainement devenus clairs. Et je les vois comme ceci : deux nouveaux modèles de gouvernance sont nés du tumulte du réveil arabe – l'un d'eux est représenté par la Tunisie et l'autre par Daesh. Il est de notre intérêt fondamental de voir le premier modèle réussir et le deuxième échouer.

Il peut sembler injuste de placer un tel fardeau sur votre jeune démocratie en suggérant qu'un si grand nombre des espoirs de la région dépendent de votre réussite, surtout lorsqu'on connaît les difficultés que vous avez ici en Tunisie. Mais c'est pourtant incontestablement le cas. Et ce que je veux souligner aujourd'hui, c'est que ce fardeau repose tout autant sur vos amis et vos partenaires qui doivent vous aider, parce que nous sommes tellement concernés par votre réussite.

Pour ce faire, nous devons simultanément faire face à deux problèmes urgents.

Le premier est de satisfaire les attentes économiques fondamentales de la génération qui a osé réclamer un gouvernement meilleur et plus réactif. À la veille de la révolution, le système économique tunisien était incapable de fournir du travail à ses jeunes et de faire parvenir le développement et les ressources aux citoyens les plus vulnérables, et il se montrait peu disposé à empêcher les détenteurs de l'autorité d'abuser de leur pouvoir aux dépens de la population. Ces trois facteurs ont joué un rôle direct dans l'acte de bravade désespérée de Mohamed Bouazizi en décembre 2010.

À l'heure actuelle, la Tunisie s'est engagée à réparer cette injustice. Mais le gouvernement a encore beaucoup de problèmes à régler. Le chômage en Tunisie reste élevé, surtout parmi les jeunes. De profondes disparités régionales persistent dans le développement, les infrastructures et les opportunités. Le tourisme a été particulièrement touché par les attentats du Bardo et de Sousse.

Ce que j'ai constaté ces trois derniers jours, c'est que les dirigeants tunisiens de toutes les tendances politiques s'unissent pour chercher à régler ces questions économiques. Ils s'efforcent de mettre en place les réformes qui stimuleront l'économie, créeront des emplois, amélioreront le climat des affaires et favoriseront les échanges commerciaux. Les États-Unis soutiennent ce processus.

Les États-Unis ont investi 60 millions de dollars pour établir le Tunisian American Enterprise Fund, qui octroie des prêts et investit des fonds privés dans de petites entreprises. Son objectif est de donner davantage de moyens aux entrepreneurs qui pourront alors créer des emplois.

Notre programme de Bourses Thomas Jefferson, doté de 20 millions de dollars, a financé les études de plus de 400 Tunisiens dans des centres universitaires communautaires et des universités aux États-Unis dans des domaines cruciaux pour la réussite économique de la Tunisie.

Nos programmes d'aide technique aident la Tunisie à réformer le système fiscal, bancaire et douanier pour attirer les investissements étrangers et créer un environnement dans lequel les entreprises peuvent prospérer et être des moteurs de la croissance.

Ce qui est peut-être le plus important, c'est que les États-Unis ont appuyé deux garanties souveraines de prêt pour un total de 985 millions de dollars, qui ont aidé le gouvernement tunisien à obtenir un financement abordable grâce à des capitaux internationaux. En mai, pendant la visite du président Essebsi à Washington, le président Obama a déclaré que les États-Unis envisageraient la possibilité d'une troisième garantie allant jusqu'à 500 millions de dollars si la Tunisie en avait besoin pour appuyer la croissance économique et faire progresser son programme de réforme en cours.

Ces mesures sont des investissements stratégiques dans le succès futur de la Tunisie. Grâce à elles, nous aidons le pays à mettre en place le type de développement économique inclusif et équilibré dont il a besoin pour satisfaire les besoins de son peuple et faire progresser l'économie.

Le deuxième problème que doit régler la Tunisie est le fléau du terrorisme.

Comment établit-on une société libre, comment continue-t-on de se concentrer sur la longue tâche ardue et compliquée d'instaurer des parlements, des partis, des tribunaux et des forces de police démocratiques quand on est attaqué à plusieurs reprises par des terroristes assoiffés de massacres ? Les Américains savent ce que c'est que d'éprouver ce que les Tunisiens ont subi au Bardo en mars et à Sousse en juin. Mais quand nous avons été frappés le 11 septembre 2001, nous n'étions pas aussi en train de chercher à établir un nouveau système de gouvernement ; votre épreuve est immensément plus grande.

Et nous savons que lorsqu'une société est attaquée par de telles forces, il est naturel que certaines personnes disent : « Ce n'est pas le moment de se préoccuper des droits de l'homme, des procès équitables ou des élections démocratiques. Nous devons commencer par nous concentrer sur notre propre protection. » Après tout ce qui s'est passé dans la région depuis 2011, il est naturel que certaines personnes disent : « Oui, le changement est nécessaire. Oui, la démocratie est une bonne chose. Mais regardez ce qui est arrivé en Syrie et en Libye ; nous ne pouvons pas ouvrir la porte à tout cela. »

Ces sentiments de peur et de colère et cette détermination à riposter aux attentats suicides et aux bandits armés peuvent trop facilement laisser place à un réflexe antidémocratique. C'est un réflexe qui court-circuite les procédures juridiques équitables pour tous ceux qui sont soupçonnés de crimes au nom de la recherche des véritables responsables. C'est un réflexe qui réprime la liberté d'expression d'un grand nombre de gens pour faire opposition à la mauvaise influence de quelques-uns. C'est un réflexe qui met sur un pied d'égalité l'opposition politique pacifique et l'extrémisme politique violent.

Aux États-Unis, nous connaissons bien également ce type de réflexe. Après les attentats du 11 septembre, nous avons amélioré nos capacités dans les domaines de la sécurité, des forces armées et du renseignement, nous avons amélioré la coordination entre les organismes chargés de l'application des lois et nous avons poursuivi ceux qui nous ont attaqués – à juste titre.

Mais nous avons aussi fait des erreurs. Nous avons étendu les activités de surveillance non contrôlées. Nous avons détenu des hommes sans inculpation ni accès aux tribunaux à Guantanamo. Et comme l'indique un rapport publié par notre Sénat l'an dernier, pendant plusieurs années après le

11 septembre, nous avons eu recours à la torture dans notre recherche de nos ennemis les plus dangereux. Nous avons corrigé ces erreurs et je crois que nos institutions démocratiques en sont ressorties plus fortes que jamais. Mais où moment où elles avaient lieu, ces actions n'étaient pas compatibles avec nos valeurs. Chaque fois que nous avons dépassé ces bornes, chaque fois que nous avons cédé au réflexe antidémocratique, la clarté morale avec laquelle nous en appelons aux autres à adopter des pratiques démocratiques et à protéger les droits de l'homme s'en est trouvée amoindrie. Il est tout aussi important de noter que chaque fois que nous avons agi ainsi, cela nous a davantage porté préjudice que cela ne nous a aidés dans notre lutte contre le terrorisme. Cela a aliéné des communautés dont la coopération nous était nécessaire pour mettre au jour et empêcher des actes de terrorisme et cela a estompé les distinctions morales qui doivent être préservées si nous voulons avoir la haute main dans ce combat.

Aucun grief contre le pouvoir ne justifie le terrorisme, mais le terrorisme naît de griefs profondément ressentis par ceux qui sont marginalisés par leur gouvernement et leur société. Daesh, par exemple, a pris de l'ampleur en exploitant les griefs profondément ressentis par les Irakiens sunnites excédés par une décennie de gouvernance non inclusive toujours plus sectaire, ainsi que le vide créé par les atrocités d'Assad en Syrie. Quel est le message actuel de Daesh pour les jeunes du Moyen-Orient qui luttent pacifiquement depuis 2011 pour construire des sociétés plus justes et démocratiques ? Ce message consiste à dire : « Vos méthodes sont vouées à l'échec ; vous serez emprisonnés ; vous serez torturés. Vous serez réduits au silence ; rien ne changera. En revanche, nous, qui utilisons la violence, sommes forts et nous serons victorieux. » Vous pouvez vous imaginer l'écho que peut trouver cet argument dans des endroits de cette région où les terroristes et les militants politiques pacifiques se retrouvent aujourd'hui dans les mêmes cellules de prison. Soit dit en passant, c'est aussi le message de Daesh aux partisans de l'islam politique qui ont rejeté la violence et placé leur confiance dans des élections et des institutions démocratiques : « Votre méthode vous mènera à l'anéantissement ; la nôtre assure la victoire. » C'est pour cette raison qu'il ne faut pas assimiler les partis islamistes pacifiques aux terroristes. Si nous traitons leurs adhérents comme tels, en fin de compte ils seront de plus en plus nombreux à le devenir.

Quand nous cédonc au réflexe antidémocratique – quand nous commençons à adopter des exceptions aux lois qui protègent nos libertés, quand nous faisons taire les dissidents pacifiques, quand nous maltraitons ceux que nous

emprisonnons, nous décourageons les espoirs d'obtention d'une réparation pacifique de ces griefs. Pour citer le président Obama, « lorsque le changement démocratique pacifique est impossible, cela conforte la propagande terroriste soutenant que la violence est la seule réponse disponible ». De tels abus aliènent également les gens dont l'aide nous est nécessaire pour vaincre le terrorisme. Certains des meilleurs renseignements que nous recevons au sujet des jeunes gens qui partent se battre pour Daesh et des groupes similaires viennent de leur famille, des chefs religieux et d'autres membres de leur communauté. Mais qui appellerait la police au sujet d'un ami, d'un voisin ou d'un être cher s'il pense que cette personne va être torturée ou disparaître après son arrestation ?

Cela ne veut pas dire que nous devons rester inactifs devant cette menace existentielle. Nous devons nous y opposer sans relâche. Nous devons seulement reconnaître qu'il ne s'agit pas de faire l'équilibre entre la protection de notre peuple et la préservation de nos valeurs ; en réalité, nous devons faire les deux si nous voulons vaincre et tenir les terroristes en échec.

Alors, comment allons-*nous* gagner ?

Tout d'abord, nous devons traduire en justice ceux qui ont choisi la violence et la terreur – ce qui oblige parfois à recourir à la force. Et sur ce plan, nous appuyons entièrement le peuple et le gouvernement tunisiens. Grâce à leur coopération avec le gouvernement tunisien dans le domaine de la sécurité (à hauteur de plus de 225 millions de dollars depuis 2011), les États-Unis renforcent la capacité de la Tunisie à lutter contre les menaces internes et régionales, y compris le terrorisme. Le fait que nous ayons désigné la Tunisie comme un allié majeur non membre de l'OTAN est une manière de prendre acte de nos valeurs communes et d'approfondir notre coopération en matière de contre-terrorisme.

Notre deuxième méthode est d'instaurer une culture de liberté dans la société, de protéger la liberté d'expression, de rendre les institutions ouvertes et représentatives, et de faire en sorte que les institutions de sécurité chargées d'assurer notre sécurité servent et protègent vraiment tout le monde. Comme l'a déclaré le secrétaire d'État John Kerry au Caire le mois dernier, « notre succès dépend de l'établissement de la confiance entre les autorités et le public, et de la possibilité pour ceux qui critiquent les politiques officielles de trouver un moyen d'exprimer leur dissidence pacifiquement, en participant à un processus politique ».

C'est pour cette raison que nous œuvrons avec la Tunisie pour améliorer les relations des forces de l'ordre avec les communautés et pour empêcher le retour de la pratique de la torture, tout en aidant les forces de police à se doter d'instruments plus efficaces pour recueillir des éléments de preuve. Nous espérons que des lois sur la lutte contre le terrorisme seront mises en œuvre pour traduire les terroristes en justice et non pas pour restreindre les droits. Nous espérons que les progrès se poursuivront en direction de la transparence et de la reddition de comptes, et pour renforcer les institutions civiles – du Parlement à une société civile indépendante du gouvernement – afin d'exercer une supervision réelle.

L'instauration d'une culture de liberté s'accompagne aussi du renforcement du rôle de la société civile. C'est à Tunis qu'a été créée la première association de défense des droits de l'homme de la société civile dans le monde arabe, la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Malheureusement, le régime de Ben Ali maîtrisait toutes les ruses et les tactiques dont se servent les dictatures pour limiter les activités des associations de la société civile au moyen de mesures juridiques et d'obstacles bureaucratiques, tout comme le font encore d'autres gouvernements autoritaires de la région.

Aujourd'hui, la société civile tunisienne a retrouvé sa liberté. De nouvelles associations se créent pour faire participer de nouveau les gens à la vie politique et économique de leur pays. Des associations comme Al Bawsala permettent à tous les Tunisiens d'avoir librement accès aux informations sur les activités du Parlement et des municipalités. Ou telles que Mourakiboun, dont les plus de 3 000 observateurs électoraux formés et accrédités déployés dans toute la Tunisie en 2011 et 2014 ont utilisé la technologie pour envoyer des rapports en temps réel, et montrer aux sceptiques à quoi ressemble une élection transparente, libre, équitable et concurrentielle dans un pays arabe. Ou encore comme WeYouth, qui aide les jeunes à s'en sortir grâce au développement du leadership et à la formation professionnelle, pour les préparer à participer à l'économie inclusive que la Tunisie s'efforce d'établir.

La société civile est également la source de la résilience de la communauté dans sa lutte contre les forces de l'extrémisme. En Tunisie, toute une vague de nouvelles associations de la société civile se consacre à la lutte contre la radicalisation. Elles canalisent le mécontentement des jeunes pour le transformer en une participation positive et elles aident les familles à militer

auprès du gouvernement en faveur de lois et de politiques plus vigoureuses qui empêchent les jeunes Tunisiens de partir se battre en Syrie et en Irak.

D'aucuns diront aujourd'hui dans la région que c'est bien beau d'avoir des associations de la société civile qui luttent contre l'extrémisme violent, mais qu'en l'absence de restrictions, une société libre peut devenir dangereuse. Et d'ajouter que les libertés placent les forces extrémistes hors d'atteinte de l'observation et du contrôle du gouvernement, et que trop de liberté affaiblit la société et la rend plus vulnérable à cette menace.

Ces gens-là ne comprennent pas très bien les terroristes. Les terroristes n'ont pas besoin de la liberté d'expression ou de réunion pour pénétrer dans un lieu public et massacrer les gens. Les terroristes savent comment contourner toutes les restrictions que les gouvernements peuvent imposer, toutes les ruses dont s'est servi Ben Ali pour réprimer la société civile tunisienne. Pour chaque blogueur au Moyen-Orient qui est arrêté pour avoir publié un commentaire sur Facebook ou un tweet critiquant le gouvernement, pour chaque directeur d'une association de la société civile interdite pour avoir accepté un financement étranger, il y a des centaines de vrais terroristes qui, grâce à des serveurs mandataires et des alias, recrutent tranquillement de nouveaux partisans dans les salons de discussion et passent des valises pleines de billets d'un pays à un autre. Qui plus est, les terroristes savent comment exploiter les politiques répressives de l'État en les incluant dans leurs discours, les transformant en outil de recrutement. Les terroristes n'ont pas besoin de la liberté pour prospérer : ils prospèrent à l'ombre de l'absence de la liberté.

Qui donc a *vraiment* besoin de la liberté ?

- Les jeunes et les femmes ont besoin de la liberté.
- Les journalistes et les universitaires ont besoin de la liberté.
- Ceux qui sont marginalisés, en dehors de la sphère du développement économique ou de l'influence politique ont besoin de la liberté.
- Ceux qui ont été lésés par les politiques gouvernementales ou des pratiques corrompues et qui recherchent le changement au sein du système politique ont besoin de la liberté.
- Ceux qui travaillent dans leurs communautés pour améliorer la vie des gens, pour militer pour de meilleures écoles, des rues plus sûres et davantage d'emplois – ces choses-mêmes qui font contrepoids à l'extrémisme – ont besoin de la liberté.

- Les modérés, les pacifiques, qui rejettent la violence, qui acceptent la tolérance et la diversité, et soutiennent que leurs plus profondes convictions religieuses devraient être un principe directeur pour la vie politique et sociale ont besoin de la liberté et ils ont besoin de faire entendre leur point de vue et de jouer un rôle dans le gouvernement et le méritent.

Le modèle tunisien de gouvernance a prouvé comment cela peut fonctionner. La Tunisie a montré comment – en présence de la liberté – les partisans de la laïcité et les islamistes peuvent s’unir dans un effort commun pour régler des difficultés publiques en dépit de leurs profondes divergences. Nous l’avons vu en 2012 et 2013 lorsqu’au milieu d’une grave crise politique, Ennahda, Nidaa Tounes et d’autres partis politiques ont participé au dialogue national lancé par des associations de la société civile et, en faisant appel à un esprit d’inclusion et de compromis, sont parvenus à un consensus sur les questions clés qui les divisaient. Ils se sont entendus sur une nouvelle constitution démocratique. Ils se sont entendus sur la passation pacifique des pouvoirs à un gouvernement de transition. Ils se sont entendus sur la nécessité d’organiser des élections libres et équitables. Et après ces élections, cet esprit d’inclusion et de compromis a continué de se manifester lorsqu’ils se sont entendus pour apporter leur soutien à un gouvernement de consensus. Il s’agit là du grand avantage comparatif de la Tunisie – ses progrès vers la démocratie, son engagement envers l’inclusion politique, l’espace donné à la société civile – y compris au moyen de l’une des lois sur les ONG les plus progressistes de la région – et sa promesse de déléguer des pouvoirs aux communautés locales. Ce sont ces qualités qui distinguent la Tunisie de tant d’autres pays de cette région, qui suscitent le soutien d’amis comme les États-Unis, qui vaincront finalement la terreur. La lutte contre le terrorisme doit donc préserver les acquis démocratiques, et elle ne doit jamais servir à justifier qu’on s’en éloigne.

Le nouveau modèle tunisien de gouvernance, fondé sur les droits, l’inclusion et le compromis politiques, et des institutions qui entendent placer les intérêts de tous les citoyens au centre de leurs préoccupations, est bien plus difficile à suivre que son alternative à l’autre extrême. Comme nous l’avons vu dans d’autres parties de la région, il est bien plus facile de détruire un pays que d’en construire un, comme vous le faites en Tunisie, comme tant de vos homologues veulent encore le faire en Syrie, au Yémen et en Libye. Par conséquent, si nous voulons que la promesse de 2011 se réalise – c’est-à-dire

de bâtir la démocratie et vaincre le terrorisme – nous aurons besoin d’une chose encore : le réalisme d’être patient.

Les États autoritaires ne facilitent pas la tâche à leurs successeurs démocratiques. Ils laissent derrière eux des institutions creuses, des réseaux et des habitudes de corruption, des institutions de sécurité formées à protéger l’État plutôt que ses citoyens, des populations qui ont grandi avec peu ou pas d’éducation civique. Selon les experts, en moyenne, le passage réussi de la dictature à un système pleinement démocratique qui respecte l’état de droit prend environ 15 ou 20 ans, dans le meilleur des cas. Et les transitions démocratiques exigent bien davantage de la part de Monsieur et Madame Tout-le-Monde que les démocraties déjà établies. Aux États-Unis, la démocratie exige que nous allions voter de temps en temps. Nous n’avons pas nous-mêmes à construire les gouvernements locaux à partir de rien, à reformer nos policiers, à réécrire nos lois, à engager de nouveaux juges, à créer de nouveaux partis politiques, tout en ayant en même temps à subvenir aux besoins de notre famille et à nous protéger des terroristes ou des bombes à baril.

Aux États-Unis, nous oublions parfois tout cela. Nous sommes remplis d’enthousiasme quand des révolutions en faveur de la démocratie et des droits de l’homme semblent avoir gagné. Nous nous mobilisons pour les soutenir ; nous essayons de rester du bon côté de l’histoire. Et puis, quelques années plus tard, quand les plus grandes attentes de ces instants révolutionnaires peinent à se réaliser, nous sommes tentés de conclure que même de modestes progrès n’étaient jamais joués d’avance et de revenir à un statu quo déprimant plutôt que de faire les investissements et de prendre les risques nécessaires pour le changer. Faire preuve de patience ne veut pas nécessairement dire accepter une norme moins élevée pour les pays du Moyen-Orient que celle que nous nous sommes fixée pour nous-mêmes. Cela ne signifie pas que nous devrions accepter les injustices ; on ne peut pas demander à quelqu’un qui est torturé ou arrêté à tort aujourd’hui d’attendre une génération pour obtenir réparation. Nous devons tout simplement nous rappeler que les revers inévitables que connaissent toutes les démocraties en transition sont une raison de redoubler d’effort, et non pas d’abandonner, en reconnaissant que la récompense ultime n’arrivera probablement pas en l’espace d’un seul cycle d’actualités ou même pendant la durée du mandat de l’un de nos présidents, mais que le résultat vaut la peine d’y travailler aussi longtemps que nécessaire.

Ce sont là la patience et l'engagement que nous sommes résolus à montrer en association avec la population et le gouvernement de la Tunisie, et dans tous les endroits de cette région où les gens sont disposés à œuvrer pour la liberté et l'état de droit. Vous avez montré qu'il est possible de faire des progrès, même face au danger le plus grave. Vous avez montré qu'il est nécessaire de faire des progrès, précisément à cause de ce danger. Cette région et le monde tout entier ont besoin que le modèle tunisien réussisse, et qu'il se répande, pour que vous ne soyez pas seuls. Et les États-Unis sont fiers de se tenir à vos côtés alors que vous continuez de prendre les décisions courageuses et parfois difficiles qu'exige la voie de la démocratie que vous avez choisie.